



Les mille sources de la Colère

N° 117

FEVRIER 2019

**les agents des plateformes téléphoniques et des directions locales
ont raison de s'engager sans attendre dans la grève !**

Depuis la mi-janvier des actions sont menées dans les départements autour des Comités Techniques Locaux (CTL). Le ton s'est durci avec des appels fermes à la grève le 24, le 28 janvier, le 05 février et des volontés de blocages de sites... Des AG sont convoquées pour poser clairement la question de la reconduction de la grève. Les plateformes téléphoniques (CPS, CIS et des CDC) et plus d'une dizaine de départements sont d'ores et déjà inscrits dans l'action, dont la grève, et la colère monte !

Nous avons décidé de relever la tête ! Rejoignons-nous dans la lutte !

C'est pourquoi, dans le cadre de l'appel intersyndical Solidaires, CGT, FO DGFIP du 24/01/2019, LA CGT FINANCES PUBLIQUES, appelle tous les agents à se réunir sous toutes les formes possibles pour décider des grèves et des actions à mener localement, pour la construction d'une grève unitaire nationale à la DGFIP !

➡ **ON VEUT DES EMPLOIS !**

2130 suppressions d'emplois frappent en 2019 les services de la DGFIP, après 40 000 emplois supprimés en 20 ans.

➡ **ON VEUT DE LA RÉMUNÉRATION !**

Et ce n'est pas l'aumône d'une prime de 200 euros pour 40 000 agents sur 100 000 qui divisera les collègues et les fera taire !

➡ **ON NE VEUT PLUS DE RESTRUCTURATIONS !**

Après l'ASR, puis la géographie revisitée... voilà aujourd'hui la déconcentration de proximité. Mais il s'agit bien de la même chose : l'explosion des structures et du réseau de la DGFIP.

➡ **ON VEUT DE BONNES RÈGLES DE GESTION !**

Depuis 2015, le directeur général s'est attaqué à notre système de mutation en défaisant peu à peu les droits et garanties des agents, en modifiant les règles, pour pouvoir mener toutes les restructurations.

TOUS EN GREVE ET DANS L'ACTION LE 5 FEVRIER

Dans le cadre d'un appel intersyndical CGT-CFDT-FO-Solidaires, les organisations syndicales du département sont allées à la rencontre des agents du département ces derniers jours. Il ressort de ces visites que les agents sont tous conscients du risque de démantèlement à court terme de nos missions et de notre administration, même si cette dernière tente d'avancer masquée. Ils partagent la volonté de s'opposer par la grève à cette politique. Ils partagent également le souhait d'être visibles et entendus ce jour-là. C'est pour cela que nous les invitons à participer massivement à l'assemblée générale départementale qui se tiendra à 09h30 à la cité administrative de Tulle pour décider collectivement des suites de l'action. Une audience sera demandée au directeur dans la foulée pour exiger des réponses concrètes sur ces projets et sur le volume des suppressions d'emplois à venir.

**TOUS EN GREVE LE 5 FEVRIER !
TOUS A L'ASSEMBLEE GENERALE DES PERSONNELS !
09h30 – Cité administrative - TULLE**

ensembles et unis pour les faire reculer

Les petites phrases qui tuent ...

Devant un parterre de chefs de services sagement à l'écoute, N°1 s'est livré le 29 janvier à l'exercice délicat qui consiste à parler sans rien dire, enfin sans rien annoncer puisque la DGFIP est tellement fière de ce qu'elle prépare qu'elle a choisi l'omerta comme politique de communication. Il y a malgré tout des petites phrases qui en disent long sur ce qui nous attend :

- sur les suppressions d'emplois à venir :

« *la potion sera sévère, il faut être lucide* ».

- sur les restructurations :

« *Ce que l'on met en place est sans proportion avec ce que l'on a connu par le passé* ».

TOUS EN GREVE LE 5 FEVRIER !

Les 200 € de la discorde

On l'a dit et répété : une prime exceptionnelle de 200 € pour bon et loyaux services n'est pas la bonne réponse à notre revendication sur le pouvoir d'achat : il nous faut des points d'indices qui auront une incidence pérenne sur notre pouvoir d'achat y compris une fois à la retraite.

Mais la façon dont cette prime a été attribué relève en plus d'une perversion technocratique sans limite.

En Corrèze comme ailleurs, les chefs de services sont sommés d'établir la liste des récipiendaires : cela passe parfois par une décision autocratique, parfois par un débat public avec les agents.

Dans tous les cas le résultat est le même : cela crée un sujet de division entre les agents au moment où ils ont tout intérêt à faire un front commun de résistance. Il n'existe qu'une seule façon de ne pas être les marionnettes de ce jeu de dupes :

TOUS EN GREVE LE 5 FEVRIER !

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT SE FAIRE ENTENDRE !

81 – Tarn

100 collègues grévistes dans le Tarn ont envahi la salle du Comité Technique Local et ont été confrontés à un directeur départemental très méprisant

75 – Paris

Plus de 600 agents ont envahi le Comité Technique Local Emplois le 24 janvier pour interpeller le directeur.

44 – Loire-Atlantique

A Nantes, plus d'une centaine d'agents se sont rassemblés le 24 janvier aux portes du Centre des Finances Publiques de Cambronne.



46 – Lot

A l'appel de l'intersyndicale Finances Publiques, plus de 60 agents ont envahi la salle des commissions, empêchant ainsi la tenue du CTL emplois du 14 janvier.

Les agents de chaque service du département ont lu leurs cahiers de doléances.

59 – Nord

Près de 250 collègues se sont réunis en HMI vendredi 25/01 sur tout le département à l'appel de l'intersyndicale de la DRFIP Nord.

A Lille Kennedy, une centaine de collègues ont interpellé le Directeur lui rappelant la réalité des services (et notamment les difficultés liées à la mise en place du PAS), le manque criant d'emplois, l'abandon de nombreuses missions et les conditions de travail toujours plus dégradées.

TOUS EN GREVE LE 5 FEVRIER !

Quand Toubon dit qu'ils ont tout mauvais !

On ne peut pas l'accuser d'être un cégétiste, le défenseur des droits ! Pourtant, il écrit dans son rapport sur la dématérialisation des services ce que nous dénonçons depuis longtemps. A savoir que de nombreuses personnes ne bénéficient pas d'une couverture internet, du matériel ou des connaissances. Il pointe les carences des MSAP en préconisant le renfort de fonctionnaires. Nul doute, que nos penseurs de Bercy, vont caler les armoires avec son rapport. La fracture numérique, on s'en moque, on a trouvé la solution : "l'estafette" qui viendra sur place et sur RDV pour les gens qui sont "déconnectés" (qui auront pris obligatoirement rdv sur internet). Il fallait un rapport pour acter ce que les agents des finances publiques constatent tous les jours. Demain, c'est un service public inégalitaire qu'ils veulent mettre en place, en supprimant notre réseau de proximité !

TOUS EN GREVE LE 5 FEVRIER !

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30